

Ventes d'armes russes en Afrique : les effets contrariés des sanctions occidentales

Agatha Verdebout



31 mai 2023



Crédit photo : Vladimir Poutine est arrivé en Afrique du Sud pour participer au 10^e sommet des BRICS (2018). Source : Kremlin.ru - Service de presse du Président de la Fédération de Russie - via [Wikimedia](#)

Les opinions émises dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent ne rien une prise de position du GRIP.

Tous droits réservés. © Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité

Mundo-madou - 7-8 Avenue des Arts - 1210 Saint-Josse-ten-Noode, Belgique

Tél. : +32 (0) 473 982 820 – admi@grip.org – www.grip.org

Twitter : [@grip_org](#) -Facebook : GRIP.1979

Ventes d'armes russes en Afrique : les effets contrariés des sanctions occidentales

Résumé

La Russie est le principal fournisseur de matériel militaire aux pays africains. Selon le SIPRI, 44 % des armes vendues sur le continent sur la période 2017-2021 étaient russes. Si cette proportion se réduit depuis quelques années (ce chiffre était de 49 % en 2015-2019), elle reste majeure. Avec le début de la guerre en Ukraine et l'échec d'une offensive qui se voulait rapide, plusieurs experts ont annoncé que les parts de marché de la Russie en Afrique étaient vouées à se réduire rapidement. Ils affirment que les sanctions occidentales limiteront la capacité de production de l'industrie militaire russe et que les armes produites seront prioritairement redirigées vers le front ukrainien. Les premiers chiffres disponibles pour l'année 2022 confirment une tendance à la baisse des exportations russes vers l'Afrique. Il semble toutefois prématuré d'établir un lien de causalité entre cette baisse et la guerre. Cette Note d'analyse considère, plus précisément, qu'il ne faut sous-estimer ni la capacité de la Russie et de son industrie à s'adapter aux sanctions occidentales, ni l'importance que le Kremlin accorde à ses partenaires africains.

Abstract

Russian arms sales in Africa: the unintended effects of Western sanctions

Russia is the main supplier of military equipment to African countries. According to SIPRI, 44% of the arms sold on the continent over the 2017-2021 period were Russian. While this proportion has been declining in recent years (the figure was 49% in 2015-2019), it remains a major one. With the onset of the war in Ukraine and the failure of what was intended to be a rapid offensive, several experts have announced that Russia's market share in Africa is set to shrink rapidly. They claim that Western sanctions will limit the production capacity of the Russian military industry and that the weapons produced will be redirected primarily to the Ukrainian front. The first available figures for the year 2022 confirm a downward trend in Russian exports to Africa. However, it seems premature to establish a causal link between this decline and the war. More specifically, this paper considers that neither the capacity of Russia and its industry to adapt to Western sanctions, nor the importance that the Kremlin gives to its African partners should be underestimated.

L'auteure

Agatha Verdebout est chargée de recherche au GRIP au sein du pôle « Armement et désarmement ». Elle est titulaire d'un Doctorat en droit international public (ULB) et spécialiste du droit de la paix et de la sécurité internationale

Pour citer cette publication

Agatha Verdebout, « [Ventes d'armes russes en Afrique : les effets contrariés des sanctions occidentales](#) », *Note d'analyse du GRIP*, 31 mai 2023

Introduction

La Russie est le premier exportateur d'armes auprès des pays africains. Historiquement, ses principaux clients se situent en Afrique du Nord, Algérie et Égypte en tête. Le portfolio de Moscou s'est toutefois diversifié : le Nigeria, le Soudan et l'Angola, par exemple, y occupent désormais une place de choix. Selon le *Stockholm International Peace Research Institute* (SIPRI), les ventes russes représentaient 44 % des importations d'armes dans la région sur la période 2017-2021 (contre 17 % pour les États-Unis, 10 % pour la Chine et 6,1 % pour la France)¹. Si cette proportion se réduit (ce chiffre était de 49 % pour la période 2015-2019²), la place de Russe en Afrique reste majeure.

Dans les mois qui ont suivi le début des hostilités en Ukraine, de nombreux articles ont été publiés affirmant que cette diminution s'accélérait tant en raison de la nécessité pour la Russie de rediriger les ressources vers le front, que des sanctions adoptées par l'Union européenne (UE), les États-Unis et d'autres pays alliés³. Les sanctions ont, en effet, pour objectif de limiter l'accès de la Russie aux matériaux et composants nécessaires à la construction de nouvelles armes⁴. De même, la réduction de la dépendance énergétique européenne aux hydrocarbures (gaz et pétrole) russes devait heurter les finances publiques de Moscou, limitant sa capacité à injecter de nouveaux fonds dans son industrie militaire⁵.

En août 2022, les premiers chiffres disponibles pour l'année en cours indiquaient une baisse des exportations d'armes russes au niveau mondial de près de 26 % par rapport à 2021 — soit une chute d'environ 10,8 milliards USD en valeur monétaire⁶. En mars 2023, le SIPRI parle d'une chute de 31 % entre la période 2013-2017 et 2018-2022⁷. Si cette tendance s'est enclenchée dès 2020 — notamment en raison de la moindre dépendance de grands pays importateurs comme l'Inde sur les équipements russes⁸ — l'institut suédois considère que l'invasion de l'Ukraine et les sanctions occidentales ont probablement joué un rôle catalyseur en 2022⁹.

¹ WEZEMAN Pieter D. *et al.*, « [Trends in International Arms Transfers, 2021](#) », *SIPRI Fact Sheets*, mars 2022, p. 7.

² WEZEMAN Pieter D. *et al.*, « [Trends in International Arms Transfers, 2019](#) », *SIPRI Fact Sheets*, mars 2020, p. 7.

³ Voir KHANYILE Moses B., « [Sanctions against Russia will affect arms sales to Africa: the risks and the opportunities](#) », *The Conversation*, 27 mars 2022 ; « [Will Ukraine conflict hamper Russia's arms supply to Africa?](#) », *TRT World*, 8 avril 2022 ; EKENE Lionel, « [Russia-Ukraine crises may disrupt Africa's military supply chain](#) », *Military Africa*, 14 mars 2022.

⁴ KHANYILE Moses B. *loc. cit.*

⁵ *Ibidem.*

⁶ « [Russia forecasts drop in arms export revenues](#) », *Defense News*, 29 août 2022.

⁷ WEZEMAN Pieter D. *et al.*, « [Trends in International Arms Transfers, 2022](#) », *SIPRI Fact Sheets*, mars 2023, p. 4.

⁸ *Ibid.*, p. 5.

⁹ *Ibidem.* Voir aussi MACDONALD, Alistair et EMONT, Jon, « [Russia's War in Ukraine Hurts its Arms Industry, Creating Openings for Rivals](#) », *The Wall Street Journal*, 13 mars 2023.

Cependant, la Russie reste le principal fournisseur du continent africain, malgré une baisse de 44 % en 2017-2021 à 40 % en 2018-2022¹⁰. Ainsi, la diminution des exportations russes vers les pays africains, déjà observable depuis quelques années, se poursuit. À ce stade, il est toutefois difficile de dire si la guerre en Ukraine et les sanctions associées ont eu un impact direct sur cette tendance.

Cette *Note d'analyse* invite donc à la prudence. Elle estime, plus spécifiquement, qu'il ne faut minimiser ni la capacité de la Russie à s'adapter aux sanctions qui lui ont été imposées ni l'importance que le continent africain revêt dans la politique étrangère russe. Les sanctions occidentales présentent des limites et Moscou a déjà mis en place plusieurs voies de contournement afin de continuer à alimenter son industrie militaire. En outre, Moscou considère les pays africains comme une priorité stratégique et a clairement indiqué sa disponibilité pour poursuivre et intensifier les transferts d'équipements militaires.

1. Les sanctions occidentales contre Moscou : limites et voies de contournement

L'invasion de l'Ukraine par la Russie le 24 février 2022 a rapidement été suivie par l'adoption de sanctions par les pays occidentaux et leurs alliés. À mesure que le conflit dure, ces sanctions évoluent¹¹. Elles couvrent aujourd'hui un large spectre de secteurs (financier, partis politiques, médias, militaire, transport, etc.), de personnes (chefs d'entreprise, hauts fonctionnaires, personnel gradé de l'armée, politiciens, etc.), de services (comptabilités, assurance, conseil, etc.) et de biens (armes, technologies de pointe, acier, pétrole, produits de luxe, etc.). Elles ont pour objectif de marquer la désapprobation des actions de la Russie ; de lui imposer un coût économique afin de la pousser à mettre un terme à la guerre ; et, pour reprendre les termes employés par l'UE, « *contrer efficacement les capacités de [la Russie] à poursuivre l'agression*¹² ».

Malgré leur caractère étendu et hétéroclite, les sanctions adoptées à l'encontre de Moscou présentent des limites. La principale est leur portée géographique restreinte. Certains pays (tous ceux qui n'ont pas pris de sanctions) restent libres de poursuivre leurs échanges commerciaux avec la Russie. Cette dernière peut ainsi se tourner vers des partenaires alternatifs, tant pour se procurer les technologies dont elle a besoin pour construire ses systèmes d'armes, que pour compenser les pertes financières liées à la vente de gaz et de pétrole à l'Europe et soutenir financièrement la production d'armes.

¹⁰ *Ibid.*, p. 7.

¹¹ Pour une chronologie des sanctions de l'UE contre la Russie depuis le début du conflit voir « [Chronologie – Mesures restrictives de l'UE à l'encontre de la Russie au sujet de l'Ukraine](#) », Conseil européen, dernière mise à jour le 16 décembre 2022. Pour une chronologie incluant les sanctions adoptées par des acteurs autres que l'UE voir BROWN Chad P., « [Russia's war on Ukraine: A sanctions timeline](#) », Peterson Institute for International Economics (PIIE), dernière mise à jour le 10 janvier 2023.

¹² Conseil européen, [Le point sur les sanctions de l'UE contre la Russie](#), dernière mise à jour le 18 janvier 2023.

Les FDPR permettent de soumettre des biens produits et se trouvant en dehors du territoire des États-Unis aux *Export Administration Regulations* (EAR) et, dans leur prolongement, au régime de sanctions américain. Deux conditions doivent être remplies¹⁴. Il faut tout d'abord que les biens en question aient été produits grâce à une technologie ou un logiciel états-unien contrôlé pour des raisons de sécurité nationale. C'est le cas notamment de la majorité des technologies et logiciels utilisés pour la mise au point des semi-conducteurs qui sont eux-mêmes employés dans tous les appareils électroniques modernes y compris de nombreux systèmes d'armes. Il faut ensuite que ces biens soient destinés à être exportés vers un pays identifié comme présentant une menace pour la sécurité nationale des États-Unis (catégorie D:1), soutenant le terrorisme (catégorie E:1), ou placé sous embargo (E:2). La Russie est considérée comme faisant partie de la première catégorie¹⁵.

Étant donné les faibles volumes des exportations directes des États-Unis vers la Russie¹⁶, les FDPR permettent aux mesures de Washington d'avoir davantage d'impact sur le complexe militaro-industriel russe¹⁷. Pour reprendre l'exemple des semi-conducteurs, il faut en effet savoir que les États-Unis dominent encore le marché mondial des équipements de fabrication et des logiciels d'automatisation de la conception électronique (EDA) — respectivement 55 % et 85 % des parts de marché mondial en 2020¹⁸. La chaîne de valeur des semi-conducteurs étant encore hautement internationalisée et interdépendante, elle confine aux marges les processus de conception et de fabrication où les technologies d'origine américaine n'interviennent pas.

Adopté par le Congrès en juillet 2017, le CAATSA permet aux États-Unis d'exercer un contrôle encore plus large¹⁹. Il autorise Washington à prendre des sanctions contre tout pays, entreprise ou personne entretenant des liens commerciaux « *directs et significatifs* » avec la Corée du Nord, l'Iran ou la Russie. Il confère une portée extraterritoriale aux EAR en dehors de tout lien de rattachement physique, intellectuel ou juridique avec le territoire des États-Unis. Bien que controversé (voir encadré), le CAATSA a déjà été utilisé²⁰, y compris contre des membres de l'OTAN. Le 14 décembre 2020, à la suite de l'achat de missiles sol-air S-400 à la Russie, l'administration Trump a suspendu toutes les licences et autorisations d'exportation à destination de la Présidence des industries de la défense de Turquie (SSB) en plus de procéder

¹⁴ BIS, « [§ 734.9 Foreign-direct product \(FDP\) Rules](#) », consulté le 14 février 2023.

¹⁵ Code of Federal Regulations, [Supplement No. 1 to Part 740 - Country Groups](#).

¹⁶ En 2020, les exportations vers la Russie représentaient 0,3 % du volume total des exportations américaines. Voir Département d'État au Commerce des États-Unis, Office of Technology Evaluation, « [U.S. Trade with Russia](#) », 2020.

¹⁷ Voir CHORZEMPA Martin, « [New technology restrictions against Russia could also target China](#) », *Peterson Institute for International Economics*, 7 mars 2022. Traduction libre.

¹⁸ BROWN, Chad, « [How the United States Marched the Semiconductor Industry into Its Trade War with China](#) », *Peterson Institute for International Economics*, December 2020, p. 20 ; ALLISON, Graham *et al.*, « [The Great Tech Rivalry: China vs the U.S.](#) », *Belfer Center for Science and International Affairs Harvard Kennedy School, Paper*, décembre 2021, p. 23.

¹⁹ Congrès des États-Unis, [Countering America's Adversaries Through Sanctions Act](#), 2 août 2017. Au sujet du CAATSA voir ZOLOTUKINA, Elizabeth, « [CAATSA: More of the Same, A Novelty, or a Hidden Danger?](#) », *Centre for Geopolitics & Security in Realism Studies*, 29 juin 2018.

²⁰ Voir DAUGIRDAS, Kristina et DAVIS MORTENSON, Julian (dirs.), « Executive Branch Imposes Limited Russia-Related Sanctions After Statutory Deadlines », *American Journal of International Law*, vol. 112, n°2, p. 296-303.

à un gel des avoirs et à l'imposition de restrictions sur les visas pour son président et certains de ses dirigeants²¹.

Encadré 1. Les controverses entourant le CAATSA

Le CAATSA a fait l'objet de lourdes critiques, notamment de la part des États européens, car il est contraire au droit international, plus précisément au principe de l'égalité souveraine des États¹. En vertu de ce principe, les États jouissent d'une compétence législative et exécutive exclusive sur leur territoire. Un État ne peut donc prétendre régir et punir des comportements et des activités se déroulant sur le territoire d'un tiers conformément au droit national de ce dernier. Les États-Unis l'entendent manifestement autrement.

Depuis le début de la guerre en Ukraine, l'Inde a plusieurs fois été menacée de représailles sur base du CAATSA en raison de l'achat de matériel militaire et de pétrole russe²². Cependant, eu égard à l'importance du partenariat indien pour la politique des États-Unis à l'égard de la région indopacifique, le Congrès a décidé d'exempter New Delhi de toute application de cette législation en juillet 2022²³. L'Algérie a également bénéficié d'un traitement de faveur. À la suite de l'annonce d'un contrat d'armement d'un montant estimé entre 12 et 17 milliards USD avec la Russie²⁴, 27 députés du Congrès américain ont réclamé l'utilisation du CAATSA pour imposer des sanctions à Alger. Cette demande a été ignorée, le département d'État ne voulant vraisemblablement pas s'aliéner un pays riche en hydrocarbures et occupant une position stratégique en Afrique du Nord et au Sahel²⁵. Ces précédents montrent que si le CAATSA permet d'étendre le pouvoir d'action des États-Unis au-delà de leurs frontières, il reste hautement contingent des dynamiques géopolitiques plus globales. Les États qui n'ont pas sanctionné la Russie peuvent tirer profit de celles-ci pour continuer à commercer avec Moscou tout en limitant le risque de sanctions américaines à leur encontre.

1.2. L'établissement de voies d'approvisionnement alternatives pour l'industrie militaire russe

Malgré l'étendue des sanctions et la portée extraterritoriale de certaines d'entre elles, il ne faut pas négliger la capacité de la Russie à s'adapter et à trouver des voies d'approvisionnement alternatives pour son industrie militaire. Il n'a d'ailleurs pas fallu attendre longtemps pour que Moscou trouve des façons détournées de se procurer les composants technologiques dont elle a besoin. Svitlana Taran — chercheuse au *European Policy Centre* — a mis en évidence la

²¹ Département d'État des États-Unis, « [The United States Sanctions Turkey Under CAATSA 231](#) », *Press statement*, 14 décembre 2020. Voir STEIN, Aaron, « [Compromise or Double Down: U.S.-Turkey Relations after CAATSA Sanctions](#) », *Foreign Policy Research Institute*, 15 décembre 2020.

²² CHAKRAVARTY, Pratap, « [US drops sanctions against India over Russian missile imports](#) », *RFI*, 23 juillet 2022 ; HAIDAR, Suhasini, « [U.S. will not sanction India for buying Russian oil, say senior American officials](#) », *The Hindu*, 9 février 2023.

²³ SINGH, Rishika, « [Explained: US exempts India from CAATSA, what is it?](#) », *The Indian Express*, 15 juillet 2022.

²⁴ « [Armaments: Algeria to sign new \\$12bn mega-contract with Moscow](#) », *Africa Intelligence*, 31 octobre 2022 ; KARAM, Souhail, « [Military Drills in Gas-Rich Algeria Put Focus on Russian Ties](#) », *Bloomberg*, 17 novembre 2022.

²⁵ HAMADI, Riyad, « [Pourquoi il est difficile pour les États-Unis de s'aliéner l'Algérie](#) », *TSA Algérie*, 16 novembre 2022.

manière dont le Kremlin parvient à contourner les sanctions occidentales grâce à des mécanismes d'importation via des pays tiers, de réexportation directe et indirecte, de revente en cours de route ou encore de faux transit²⁶. Bien que l'ensemble de ces opérations soient couvertes par les régimes de sanction, la Russie semble pouvoir compter sur la collaboration de plusieurs ex-membres de l'Union soviétique, notamment l'Arménie et le Kazakhstan.

Selon Alena Popova du *Wilson Center*, ces manœuvres ont permis à Moscou de rétablir son approvisionnement en microprocesseurs et semi-conducteurs de facture occidentale en l'espace de quelques mois seulement²⁷. Ce constat se base sur une vaste enquête menée par des journalistes de *Reuters* en collaboration avec le *think tank* londonien *Royal United Services Institute (RUSI)*²⁸. Cette enquête détaille la façon dont des sociétés implantées en Turquie ou sur le territoire d'autres pays n'ayant pas adopté de sanctions importent du matériel informatique depuis l'Europe et les États-Unis afin de le revendre. Au moins 457 millions USD de produits *Intel* seraient ainsi arrivés en Russie entre le 1^{er} avril et le 31 octobre 2022²⁹.

Si ces voies d'approvisionnement détournées et illégales offrent une solution d'urgence au Kremlin, elles ne sont pas sans poser leur lot de défis. En particulier, les équipements de ce marché gris n'arrivent pas assez rapidement, ce qui nuit aux cadences de production d'armement³⁰. Il reste donc nécessaire pour Moscou de trouver des solutions plus pérennes et directes pour remédier aux effets des sanctions.

La Chine était déjà le principal fournisseur de composants électroniques de la Russie avant la guerre³¹. À l'origine, les produits chinois étaient plutôt destinés à la consommation civile, l'industrie militaire préférant les puces et semi-conducteurs occidentaux, réputés de meilleure qualité. Cependant, depuis quelques années, la Chine a fortement investi dans la recherche et le développement (R&D). Dans le cadre du programme « Made in China 2025 » (MIC) mis en place en 2015 dans le but de faire du pays une puissance technologique, Beijing prévoit d'allouer pas moins de 300 milliards USD aux semi-conducteurs entre 2014 et 2030³². Entre 2019 et 2022, la majorité des demandes de brevets émanaient de la Chine³³.

²⁶ TARAN, Svitlana, « [Strengthening the impact of EU sanctions against Russian aggression in Ukraine](#) », *Discussion paper, European Policy Centre*, 27 octobre 2022, p. 7.

²⁷ POPOVA, Alena, « [Russia can't replace Western chips – so it gets them illegally](#) », *The Hill*, 27 janvier 2023.

²⁸ STECKLOW, Steve, GAUTHIER-VILLARS David et TAMMAN Maurice, « [The supply chain that keeps tech flowing to Russia](#) », *Reuters Special Report*, 13 décembre 2022.

²⁹ *Ibidem*.

³⁰ POPOVA, Alena, *loc. cit.*

³¹ « [Value of semiconductor imports in Russia in 2021, by country of origin](#) », *Statista*, consulté le 22 février 2023.

³² McNAMARA, Paul, « [Made in China 2025: Separating Fact From Fiction](#) », *Supplyframe*, consulté le 22 février 2023 ; « [Taking Stock of China's Semiconductor Industry](#) », *White paper, Semiconductor Industry Association*, 13 juillet 2021.

³³ CLARKE, Peter, « [China dominates semiconductor patent activity](#) », *EE News*, 21 février 2023 ; « [Patent Statistics and Analysis Q1 2022](#) », *Global Data*, 17 mai 2022.

Même si l'écosystème national manque encore de capacités de fabrication avancées selon Jimmy Goodrich³⁴ — vice-président du département de la politique mondiale au sein de la *Semiconductor Industry Association* (SIA) —, la chaîne de valeur chinoise devient de plus en plus innovante, intégrée et mature³⁵. Les semi-conducteurs qui y sont produits sont déjà aptes à répondre à la majorité des besoins de l'industrie militaire russe. Il faut néanmoins garder à l'esprit que la demande interne chinoise est robuste et croissante. En 2018, le pays ne couvrait que 14 % de celle-ci et il est attendu que ce chiffre atteigne 40 % d'ici 2025 — ce qui reste bien éloigné des 70 % escomptés par le MIC³⁶. Bien que Beijing puisse trouver un intérêt à coopérer avec Moscou, la priorité risque donc d'être accordée à ses besoins nationaux.

Pour remédier à cette dépendance extérieure et aux défis et risques qu'elle pose, la Russie a entrepris de renforcer ses capacités de production locales³⁷. En avril 2022, le gouvernement a annoncé le lancement d'un nouveau plan d'investissement de 38,6 milliards USD sur huit ans³⁸. L'argent sera principalement affecté au développement de technologies de production de semi-conducteurs et de microprocesseurs ainsi qu'à la modernisation des centres de données et à la formation de nouveaux talents. Des programmes d'ingénierie inversée devraient également être mis sur pied³⁹. Cette méthode, controversée au regard des règles des brevets et de la propriété intellectuelle⁴⁰, devrait permettre à la Russie d'accélérer l'acquisition de nouveaux savoir-faire.

Dans l'immédiat, l'objectif du Kremlin était de parvenir à fabriquer des puces de 90 nanomètres à la fin de l'année 2022. À plus long terme, il espère pouvoir produire localement des puces 28 nanomètres d'ici 2030. Sachant que la *Taiwan Semiconductor Manufacturing Company* (TSMC), un des leaders du marché, travaille actuellement à la mise au point d'une puce de 2 nanomètres⁴¹, le programme de la Russie a été qualifié de « *peu ambitieux*⁴² ». Ces ambitions doivent toutefois être replacées dans leur contexte : la Russie ne cherche pas à devenir un ou le leader mondial, mais simplement à réduire sa dépendance aux chaînes de valeur internationales et aux sanctions internationales qui les perturbent.

³⁴ Interview dans « [Oxford Debates: 'China Simply Cannot Reach Semiconductor Supremacy by 2030](#) », *Asia Society*, 20 septembre 2022. Traduction libre. Voir également INKSTER, Nigel *et al.*, « [Ask the Experts: Is China's Semiconductor Strategy Working?](#) », *London School of Economics*, 1^{er} septembre 2022.

³⁵ « [Oxford Debates: 'China Simply Cannot Reach Semiconductor Supremacy by 2030](#) », *Asia Society*, 20 septembre 2022. Traduction libre.

³⁶ VARAS, Antonio et VARADARAJAN, Raj, « [Trade with China Could End US Leadership in Semiconductors](#) », *Boston Consulting Group*, mars 2020, p. 11.

³⁷ Avant la guerre, la Russie couvrait environ 25 % de sa demande interne en circuits intégrés et circuits imprimés. Voir « [Imports of electronics, electrical equipment and their components into the Russian Federation. Electronic integrated and printed circuits](#) », *Kreston Ukraine*, 3 juin 2022.

³⁸ SHILOV, Anton, « [Russian Government's New Semiconductor Plan: Local 28nm by 2030](#) », *Tom's Hardware*, 15 avril 2022 ; CLARKE, Peter, « [Russia plans to spend \\$38.6 billion on semiconductor catchup](#) », *EE News*, 18 avril 2022.

³⁹ SHILOV, Anton, *loc. cit.*

⁴⁰ Voir WARUSFEL, Bertrand et DHENNE, Matthieu, « [La propriété intellectuelle face à l'ingénierie inverse](#) », *Propriété intellectuelle*, vol. 58, 2016, p. 20-32.

⁴¹ SHILOV, Anton, *loc. cit.*

⁴² *Ibidem.*

Ce programme d'investissement devrait lui permettre de stabiliser et sécuriser son accès aux semi-conducteurs dont son industrie militaire a besoin et ainsi relancer sa production.

1.3. Des nouveaux débouchés pour les hydrocarbures qui permettent de continuer à investir dans l'industrie de défense

Les mesures visant à réduire la dépendance énergétique européenne ont également été pensées afin d'impacter le complexe militaro-industriel russe. Il s'agit de cibler les revenus du Kremlin et leur réinjection vers la production d'armes. Selon une étude de la Banque centrale autrichienne, la vente de ces hydrocarbures représentait environ 14 % du produit intérieur brut (PIB) de la Russie en 2021⁴³. En termes monétaires, la Russie aurait tiré près de 460,6 milliards EUR des exportations de gaz et de pétrole en 2021, 315,6 milliards EUR en 2020 et 398,5 milliards EUR en 2019⁴⁴. Plus de la moitié de ces exportations avaient l'UE pour destination⁴⁵.

Les sanctions occidentales se concentrent sur le pétrole, dont il est plus facile pour les Européens de se défaire⁴⁶. Fin mai 2022, le Conseil européen s'accorde sur la mise en place d'un embargo sur l'importation et le transfert de pétrole ainsi que de certains produits dérivés. Dans un contexte de crise énergétique, l'embargo a été conçu pour se concrétiser de manière progressive — il est devenu pleinement effectif le 5 décembre 2022 en ce qui concerne le brut et le 5 février 2023 pour les produits dérivés. En collaboration avec les pays du G7+2 (Australie et de la Norvège), l'UE décide aussi de plafonner les prix du baril de brut à 60 USD, et de raffiné à 100 USD pour le diesel et 45 USD pour le fioul⁴⁷. En complément de ces mesures, et afin de limiter la capacité de la Russie à exporter vers d'autres marchés⁴⁸, les tankers battant pavillon et/ou assurés par des sociétés basées sur le territoire d'un membre de l'UE ou des autres pays susmentionnés se voient interdire de transporter du pétrole russe⁴⁹.

Si les importations européennes de pétrole russe ont drastiquement diminué, celles de la Chine et de l'Inde ont bondi. Les achats de ces deux États auraient respectivement augmenté de 10,2 %

⁴³ Banque centrale autrichienne, « The Russian economy and world trade in energy: Dependence of Russia larger than dependence on Russia », 15 avril 2022.

⁴⁴ « [Factbox: Russia's oil and gas revenues windfall](#) », *Reuters*, 21 janvier 2022.

⁴⁵ Selon la *US Energy Information Agency* (EIA), 60 % du gaz et 47 % du pétrole russe ont été exportés vers l'UE en 2021. Voir US EIA, [Country Analysis Brief: Russia](#), 17 janvier 2023.

⁴⁶ Mi-mai 2022, l'Union met en place le plan « *REPowerUE* » visant à se défaire de sa dépendance au gaz russe. Toutefois, dans un contexte de flambée des prix du gaz, ce plan ne contient aucune mesure restrictive interdisant aux États membres d'importer cette commodité depuis la Russie. Voir Commission européenne, « [REPowerEU : une énergie abordable, sûre et durable pour l'Europe](#) », 18 mai 2022.

⁴⁷ Commission européenne, « [Ukraine : l'UE et les partenaires du G7 s'accordent sur un plafonnement des prix des produits pétroliers russes](#) », Communiqué de presse, 4 février 2023.

⁴⁸ Selon le *think tank Bruegel*, en février 2022, 78,52 % des tankers transportant du brut d'origine russe étaient assurés par des sociétés occidentales ou apparentées. Voir HEUSSAFF, Conall *et al.*, « [Russian crude oil tracker](#) », *Bruegel Dataset*, dernière mise à jour le 23 février 2023.

⁴⁹ MEADE, Richard, « [Russia sanctions prove challenging for maritime insurance](#) », *Lloyd's List*, 9 juin 2022. Voir également « [EU insurance ban targets Russian oil exports](#) », *Euractiv*, 29 juin 2022.

et de 9,2 % en 2022⁵⁰. La Turquie, le Pakistan et le Bangladesh feraient également partie des États cherchant à tirer profit des hydrocarbures russes à prix réduit⁵¹. Selon les estimations du *Center for Research on Energy and Clean Air* (CREA), l'exportation des énergies fossiles aurait rapporté 296 milliards EUR au Kremlin depuis le début de la guerre⁵². Si les revenus sont donc en baisse, les montants restent importants. Cette tendance s'est accélérée depuis l'entrée en vigueur des mesures de l'UE et du G7+2 le 5 décembre 2022⁵³. Les effets des restrictions relatives au transport et aux assurances seraient particulièrement palpables puisque la majorité des exportations vers l'Asie se font par voie maritime.

Toutefois, la Russie s'est préparée et déjà mis en place divers mécanismes afin de rétablir ses exportations vers ses clients asiatiques. Selon certains médias, Moscou aurait constitué une « flotte fantôme » d'une centaine de vieux pétroliers⁵⁴ et entrepris de renforcer la reconnaissance des assureurs du fret maritime basés sur son territoire⁵⁵. Étant donné la valeur des cargaisons, ce secteur exige une solidité financière que les sociétés russes peinent à atteindre. La Compagnie nationale russe de réassurance (RNRC) contrôlée par l'État se chargerait de garantir les risques liés aux contrats⁵⁶. Il semble que ceci ait suffi à convaincre les autorités portuaires chinoises, indiennes et turques de recevoir des cargaisons de pétrole russe.

À plus long terme, Moscou prévoit d'augmenter la production de gaz naturel liquéfié (GNL) et de construire de nouveaux gazoducs⁵⁷. Après l'inauguration du gazoduc *Power of Siberia* en 2019, le projet *Power of Siberia 2* — qui reliera la Chine aux champs de gaz de la péninsule du Yamal — a été officiellement annoncé en février 2022⁵⁸. Une fois terminé, il devrait avoir une capacité d'approvisionnement équivalent à *Nord Stream 1* ce qui, selon le ministre russe de l'Énergie Alexandre Novak, permettra de compenser l'abandon de *Nord Stream 2*⁵⁹. Le début des travaux est fixé pour 2024 et le pipeline devrait devenir opérationnel en 2030⁶⁰.

⁵⁰ MOHANTY, Sambit et VAHN, Gawoon Philip, « [Russian crude flows to India, China providing a boon for other Asian oil importers](#) », *S&P Global Commodity Insights*, 16 janvier 2023 ; COSSINS-SMITH, Annabel, « [India's Russian oil imports surge to record high in January](#) », *Offshore Technology*, 20 février 2023.

⁵¹ HALE, Erin, « [How China and India's appetite for oil and gas kept Russia afloat](#) », *Al Jazeera*, 24 février 2023.

⁵² « [Payments to Russia for fossil fuels since 24 February 2022](#) », *CREA Analysis*, consulté le 28 février 2023.

⁵³ COOPER, Charlie, « [Russia's oil revenues plunge as EU's oil war enters round 2](#) », *Politico*, 6 février 2023. Voir également les données du CREA sur « [Tracking the impacts of EU's oil ban and oil price cap](#) », *CREA Dataset*, consulté le 28 février 2023.

⁵⁴ SEIBT, Sébastien, « [La Russie mise sur les 'flottes de l'ombre' pour sauver ses exportations de pétrole](#) », *France 24*, 5 décembre 2022 ; « [How Russia dodges oil sanctions on an industrial scale](#) », *The Economist*, 29 janvier 2023.

⁵⁵ « [Russia seeks to Boost Recognition of its Shipping Insurance to Dodge Sanctions](#) », *The Insurance Journal*, 30 novembre 2022.

⁵⁶ *Ibidem*. Voir aussi « [La RNRC, société d'État russe, va réassurer les expéditions de pétrole russe, selon des sources](#) », *Zone Bourse*, 10 juin 2022.

⁵⁷ TSAFOS, Nikos, « [Can Russia Execute a Gas Pivot to Asia?](#) », *Center for Strategic & International Studies*, 4 mai 2022.

⁵⁸ SCHARFF, Christine, « [Gazprom signe un contrat pour un gazoduc vers la Chine](#) », *L'Écho*, 1^{er} mars 2022.

⁵⁹ « [Guerre en Ukraine : le gazoduc Force de Sibérie 2 vers la Chine 'remplacera' Nord Stream 2, annonce Moscou](#) », *RTBF*, 15 septembre 2022.

⁶⁰ « [Moscou annonce la construction d'un nouveau gazoduc Force de Sibérie 2 vers la Chine](#) », *Le Figaro*, 15 septembre 2022.

Les revenus que le Kremlin tire de la vente des hydrocarbures sont et continueront vraisemblablement d'être impactés par les sanctions au cours des prochaines années, mais les montants se chiffrent encore en centaine de milliards d'euros. Plus généralement, alors que les Occidentaux espéraient provoquer une récession économique d'environ 10 % en 2022, celle-ci aurait finalement été plus proche de 2 %⁶¹. Pour 2023, certaines prévisions seraient même à une hausse modérée⁶². Dans ce contexte, les fonds de Moscou sont et seront prioritairement dirigés vers son industrie militaire et la production d'armes, au détriment d'autres secteurs comme la santé et l'éducation. Certes, ces armes auront le front ukrainien pour destination première, mais il ne faut pas négliger l'importance que Moscou accorde au continent africain.

2. Les ventes d'armes russes en Afrique : des exportations à resituer dans leur contexte

La Russie entretenait des liens forts avec plusieurs pays africains à l'époque de la Guerre froide. Elle était un des principaux fournisseurs d'équipements militaires de l'Algérie, de l'Égypte, de l'Angola et d'autres pays de l'Afrique australe⁶³. Avec la dissolution de l'Union soviétique et la récession économique qui a suivi, la présence de Moscou sur le continent s'est faite plus discrète. L'arrivée de Vladimir Poutine à la présidence en 1999 signe toutefois le retour de la Russie sur la scène internationale. Il réinvestit doucement l'espace africain, qu'il perçoit comme essentiel à son projet d'ordre multipolaire.

Usant d'outils variés – investissements économiques, effacement de dettes, partenariat de défense et de sécurité – la Russie s'impose comme un partenaire de premier plan. Depuis les années 2000, et surtout 2010, elle s'implante de manière durable sur le continent. Elle tisse un ensemble de liens, dont les ventes d'armes sont un élément pivot. Depuis la guerre en Ukraine, le Kremlin a renforcé ses « opérations de séduction » à l'égard des chefs d'États et de gouvernement africains dans l'espoir de rallier leur soutien dans des enceintes internationales comme les Nations unies. Si ces initiatives ont abouti à la conclusion de nouveaux contrats d'armement, il faut souligner qu'elle ne se sont pas traduites par un « alignement » des pays africains sur les positions de la Russie. Ces derniers poursuivent leurs propres agendas et entendent simplement se laisser toutes les portes ouvertes pour se doter des équipements militaires dont ils estiment avoir besoin aux meilleures conditions.

2.1. Une Russie à la (re)conquête des marchés d'armements africains : nouveau diplomatique et économique

Vladimir Poutine est fréquemment qualifié de « nostalgique de l'époque soviétique ». Lorsqu'il accède à la présidence de la Fédération de Russie à la fin des années 1990, la volonté de restaurer la grandeur et l'influence du pays sur la politique internationale fait rapidement son

⁶¹ BEZAT, Jean-Michel, « [La Russie n'a pas subi l'"effondrement" économique annoncé par Bruno Le Maire, fin février](#) », *Le Monde*, 13 février 2023 ; QUÉNELLE, Benjamin, « [Sous sanctions, l'économie russe entre en récession mais le repli reste modéré](#) », *Les Échos*, 16 novembre 2022.

⁶² Conseil européen, [Infographie – Incidence des sanctions sur l'économie russe](#), consulté le 14 mai 2023.

⁶³ Voir DIOP, Moussa, « [Comment la Russie s'est imposée comme le principal fournisseur d'armes à l'Afrique](#) », *Le 360 Afrique*, 28 août 2021.

apparition dans ses discours⁶⁴. Cette période coïncide avec la relance de la machine industrialo-militaire russe. La création de *Rosoboronexport* — agence gouvernementale contrôlant 90 % des activités d'import-export de la Fédération — le 4 novembre 2004, marque le renouveau des ambitions russes sur les marchés internationaux des armements. Selon Isabelle Facon, chercheuse à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS), le gouvernement considère en effet que les exportations de matériel militaire soutiennent « *directement le prestige politique de la Russie* » et la « *vitrine de sa capacité industrielle et technologique*⁶⁵ ».

Sachant qu'elle pouvait capitaliser sur des liens historiques privilégiés et la présence d'élites russophones formées en Union soviétique, la Russie recommence à se tourner vers l'Afrique à partir de la première moitié des années 2000⁶⁶. Les ambassades qui avaient été fermées à la suite de la dissolution de l'Union soviétique sont rouvertes et des représentations sont établies auprès des principales organisations régionales (UA, CEDEAO, SADC, IGAD et CAE)⁶⁷. Les ventes d'armes, principalement vers l'Afrique du Nord, repartent à la hausse. En 2006, le Kremlin efface une dette algérienne estimée à 4,7 milliards USD en échange d'un contrat de 7,5 milliards USD portant sur des avions de chasse, des missiles antiaériens et des chars⁶⁸. La même formule est appliquée en Libye en 2008 : 4,6 milliards USD de dettes sont oubliés et un accord de coopération estimé à 10 milliards USD (parmi lesquels 4 milliards USD en contrats d'armement) est signé⁶⁹.

L'intérêt de la Russie pour le continent africain s'accélère en 2014, dans un contexte où Moscou est critiquée pour son intervention en soutien à Bachar El-Assad en Syrie et fait face à une première salve de sanctions occidentales en réaction à l'annexion de la Crimée⁷⁰. Selon Arnaud Kalika, directeur de la sûreté chez *Meridiam*, ce mouvement s'explique par la nécessité de développer de nouveaux marchés dans des espaces où les sanctions ne s'appliquent pas⁷¹. Il s'agit aussi de limiter l'isolement de la Russie sur la scène internationale⁷². Les États africains disposent en effet de 54 sièges au sein de l'Assemblée générale des Nations unies. Dans cette optique, l'Afrique apparaît essentielle au projet d'ordre multipolaire — c'est-à-dire caractérisé

⁶⁴ Voir DE TINGUY, Anne (dir.), *Moscou et le monde*, Paris, Éditions Autrement, 2008.

⁶⁵ FACON, Isabelle, « [Industrie d'armement russe : une situation paradoxale](#) », *Géoéconomie*, n° 57, 2011/2, p. 4.

⁶⁶ Voir ELZEIN, Derek, « [L'Afrique face aux nouvelles ambitions de la Russie](#) », *Géoéconomie*, vol. 71, n° 4, 2014, p. 77-88 ; DUBIEN Arnaud, « [La Russie en Afrique, un retour en trompe-l'œil ?](#) », *Le Monde diplomatique*, janvier 2021, p. 10-11 ; FACON Isabelle, « [Le jeu d'influence de la Russie en zone Afrique du Nord / Moyen-Orient](#) », *Fondation pour la recherche stratégique, Observatoire du monde arabo-musulman et du Sahel*, avril 2017, p. 14-16.

⁶⁷ ARKHANGELSKAYA Alexandra A., « [Le retour de Moscou en Afrique subsaharienne ? Entre héritage soviétique, multilatéralisme et activisme politique](#) », *Afrique contemporaine*, n° 248, 2013/4, p. 68.

⁶⁸ GARÇON José, « [Moscou efface la dette d'Alger pour placer ses armes](#) », *Libération*, 13 mars 2006.

⁶⁹ « [Poutine efface l'ardoise libyenne contre des contrats](#) », *France 24*, 17 avril 2008.

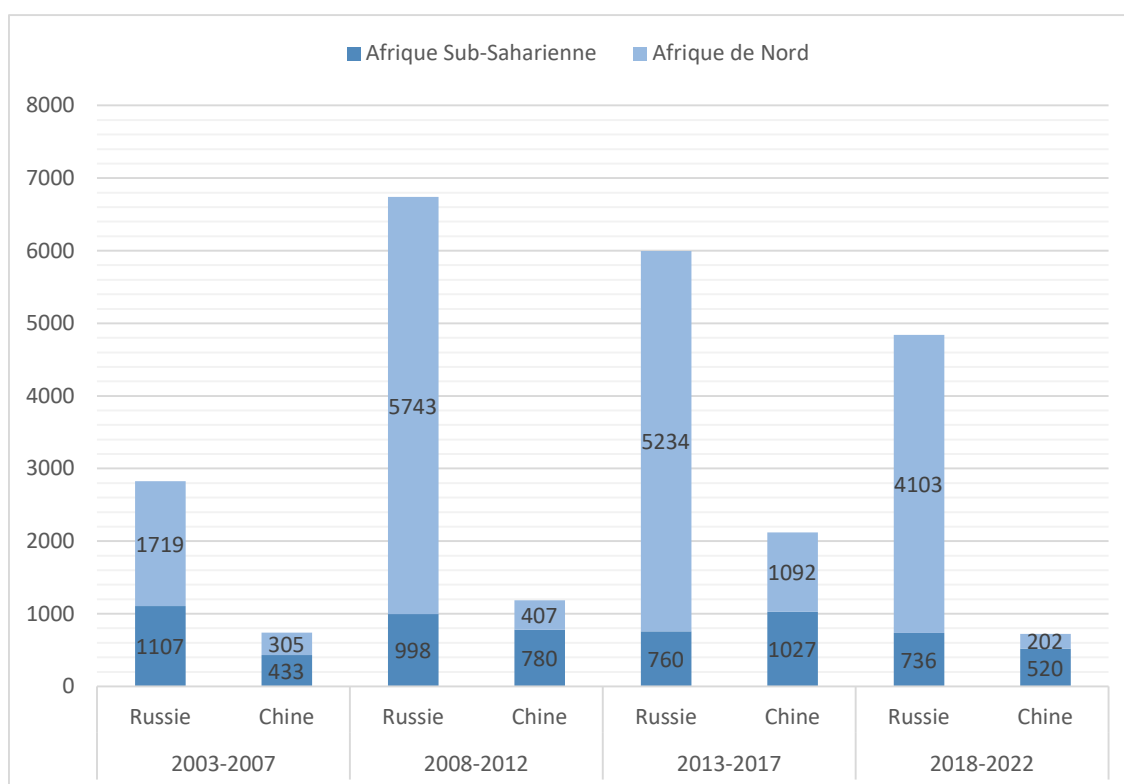
⁷⁰ KALIKA, Arnaud, « [Le "grand retour" de la Russie en Afrique ?](#) », *Russie.Nei.Visions*, n° 114, IFRI, avril 2019 ; BASSOU, Abdelhak, « [Military relations between Russia and Africa, before and after the war in Ukraine](#) », *Atlantic Council, Africa Center*, février 2023, p. 8.

⁷¹ KALIKA, Arnaud, *loc. cit.*, p. 6-7.

⁷² PACZYŃSKA, Agnieszka, « [Russia in Africa: Is Great Power Competition Returning to the Continent?](#) », *Deutsches Institut für Entwicklungspolitik (DIE)*, Briefing Paper, 15/2020, p. 1. Voir également DALY, Sarah, « [Russia's influence in Africa, a security perspective](#) », *Atlantic Council, Africa Center*, février 2023, p. 6-8.

(RCA) afin de permettre la livraison d'armes au gouvernement. Dans la foulée, 300 pistolets *Makarov*, 5 200 fusils d'assaut, 840 mitrailleuses *Kalashnikov*, 140 fusils de précision, 270 lance-roquettes et 20 missiles sol-air sont livrés à Bangui⁷⁷. La même année, la Russie fournit deux *MIG-35* au Nigéria ; un *Mi-17* au Kenya ; deux *Mi-171* au Burkina Faso ; deux *Mi-35* au Mali ; des armes automatiques, douze systèmes sol-air de type *E6* et deux *Pantsyr-S1* à la Guinée équatoriale ; et le rétrofit de 18 *Su-30K* pour l'Angola⁷⁸. En 2018, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, se rend en Angola, en Namibie, au Mozambique, au Zimbabwe et en Éthiopie. En octobre 2019, le premier grand sommet Russie-Afrique, en présence d'une quarantaine de chefs d'États et de gouvernement africains, se tient à Sotchi. À cette occasion, 92 accords, contrats et protocoles d'accord ont été signés⁷⁹. Poutine efface, en outre, 20 milliards USD de dettes supplémentaires⁸⁰.

Graphique 1. Évolution des transferts d'armes de la Russie et de la Chine vers l'Afrique en millions TIV (2003-2007, 2018-2022)



Source : GRIP, 2023, à partir de de la base de données TIV du SIPRI

⁷⁷ TCHOUBAR, Pauline, « [La nouvelle stratégie russe en Afrique subsaharienne : nouveaux moyens et nouveaux acteurs](#) », *Fondation pour la recherche stratégique*, Note n° 21/19, 11 octobre 2019, p. 5.

⁷⁸ *Ibid.*, p. 8.

⁷⁹ « [Bilan des premiers Sommet et Forum économique Russie-Afrique. Roscongress poursuivra ses travaux sur la thématique africaine jusqu'au prochain Forum](#) », consulté le 10 mars 2023.

⁸⁰ « [Moscou promet d'effacer la dette des pays africains](#) », *Togo diplomatie*, 23 octobre 2019.

Entre 2014 et le début de la guerre en Ukraine en février 2022, la Russie signe ou renouvelle des accords de coopération avec pas moins de 29 pays africains (voire carte 2 ci-contre)⁸¹. Ces accords bilatéraux portent sur la formation d'officiers, la livraison de matériel militaire, la fourniture de services de maintenance et d'assistance technique, l'organisation d'exercices communs ainsi que la collaboration dans la lutte contre le terrorisme et la piraterie. *Rosoboronexport* ouvre aussi de nouveaux bureaux sur le continent. L'agence possède aujourd'hui des locaux en Égypte, en Ouganda, en Afrique du Sud, en Angola et en Éthiopie⁸².

2.2. Une Russie qui renforce sa présence sur le continent africain : poursuite d'une stratégie ayant porté ses fruits

Depuis le début du conflit en Ukraine, Moscou a lancé de nouvelles « *offensives de charme*⁸³ » à destination de l'Afrique, afin de rallier ou consolider des soutiens. La formule est la même que celle employée dans les années 2010. Sergueï Lavrov effectue plusieurs voyages sur le continent. En mai, il se rend en Algérie afin de discuter du renforcement de la coopération militaire et technique⁸⁴. Fin juillet, il entreprend une tournée qui le mènera en Égypte, en Ouganda, au Congo-Brazzaville et en Éthiopie où il se rend au siège de l'Union africaine⁸⁵. À cette occasion, le Kremlin efface une dette éthiopienne s'élevant à 162 millions USD⁸⁶. En janvier 2023, le ministre russe visite l'Eswatini, le Botswana, l'Angola et l'Afrique du Sud⁸⁷. Lavrov profite également de ce voyage pour faire un détour en Érythrée, où il rencontre le président Issaias Afewerki en vue de renforcer les relations bilatérales entre les deux pays dans les secteurs de l'énergie, des mines, des technologies de l'information, de l'éducation et de la santé⁸⁸. À peine dix jours plus tard, c'est au tour du Mali, du Soudan et de la Mauritanie de recevoir le ministre russe des Affaires étrangères. En parallèle, plusieurs chefs d'État, de gouvernement et ministres des Affaires étrangères africains sont reçus à Moscou.

Ces initiatives donnent des résultats. Au cours de l'année 2022, la Russie signe de nouveaux accords et établit de nouvelles collaborations avec les pays africains. En avril, par exemple, l'accord militaire avec le Cameroun signé en 2015 est renouvelé pour une période de cinq ans⁸⁹. Le même mois, le ministère érythréen de l'Information annonce que le gouvernement négocie

⁸¹ HEDENSKOG, Jakob, « [Russia is Stepping Up its Military Cooperation in Africa](#) », *Swedish Defence Research Agency*, FOI Memo 6604, décembre 2018 ; PACZYŃSKA, Agnieszka, « [Russia in Africa: Is Great Power Competition Returning to the Continent?](#) », *Deutsches Institut für Entwicklungspolitik* (DIE), Briefing Paper, 15/2020, p. 3.

⁸² « [Partner countries and joint projects](#) », *Rosoboronexport*, consulté le 19 janvier 2023.

⁸³ Voir SIEGLE, Joseph, « [Why Russia is on a Charm Offensive in Africa](#) », *Africa Center for Strategic Studies*, 26 juillet 2022.

⁸⁴ KLOMEGAH, Kester Kenn, « [Significance of Sergey Lavrov's Trip to North Africa and the Middle East](#) », *Modern Diplomacy*, 14 mai 2022.

⁸⁵ BYARUHANGA, Catherine, « [Russia-Ukraine crisis: Lavrov shows diplomatic clout in Africa](#) », *BBC News*, 28 juillet 2022.

⁸⁶ « [Russia cancels Ethiopia's US\\$162M debt](#) », *FurtherAfrica*, 31 juillet 2022.

⁸⁷ VENDRELY, Matthieu, « [Du Caire à Bamako, l'offensive diplomatique russe de Sergueï Lavrov en quête de soutiens en Afrique](#) », *TV5 Monde*, 6 février 2023.

⁸⁸ VENDRELY, Matthieu, *loc. cit.*

⁸⁹ TSAFACK, Delmas et TAZOACHA, Francis, « [The Military Agreement Between Cameroon and Russia: What is the Impact on Relations Between Cameroon and its Western Partners?](#) », *On Policy*, 30 septembre 2022.

en vue de renforcer ses liens avec la Russie, notamment en ce qui concerne les questions sécuritaires dans la Corne de l'Afrique⁹⁰. Début juin, la Douma et l'Assemblée de la République du Mozambique décident d'approfondir leur dialogue et leur coopération interparlementaires⁹¹. Au cours de l'été, la Russie se déclare à plusieurs reprises prête à équiper et former les forces armées de la RDC⁹². Fin septembre, la Russie et le Congo-Brazzaville signent cinq protocoles d'accords portant sur les technologies de l'information et de la communication, la santé, la recherche, l'innovation technologique, la culture et le sport⁹³. En novembre, c'est au tour du Mali d'approfondir sa coopération militaire avec le Kremlin⁹⁴. Le mois précédent, en octobre, l'agence de presse russe, TASS, annonce que Moscou prévoit de signer des accords de coopération avec la Tanzanie, le Cameroun, le Kenya et le Sénégal lors du deuxième Sommet Russie-Afrique qui se tiendra à Saint-Petersbourg du 26 au 29 juillet 2023⁹⁵. Le Kremlin a également indiqué être en discussion en vue de l'établissement de bases militaires en Égypte, en Érythrée, en RCA et au Soudan.

La Russie est également présente en masse dans les salons de l'armement, notamment lors du *Africa Aerospace & Defence* (AAD), qui se déroule à Pretoria du 21 au 25 septembre. *Rosoboronexport* y envoie une délégation d'une ampleur sans précédent⁹⁶. Dans le même ordre d'idée, lors de l'édition 2022 des *International Army Games* — une compétition sportive annuelle organisée depuis 2015 par le ministère russe de la Défense et réunissant une trentaine d'États —, Moscou rappelle être prête à fournir des équipements militaires terrestres modernes, des drones, des armes radioélectriques, des armes de mêlée ainsi que des services d'entretien⁹⁷. Plusieurs commandes en provenance de pays africains présents lors de la manifestation auraient déjà été intégrées au carnet de commandes de *Rostec*⁹⁸. Pour l'instant, peu d'informations sont disponibles quant à ces supposés contrats.

En revanche, en août 2022, la presse relaye la livraison d'avions d'entraînement *L-39*, d'avions *Su-25* et d'hélicoptères de combat *Mi-24P* au Mali⁹⁹. En janvier 2023, Bamako aurait, en outre, reçu un nombre non précisé de *Su-25* et de *L-39* supplémentaires ainsi que des

⁹⁰ Ministère de l'Information de l'Érythrée, « [Eritrea: Senior Eritrean delegation on working to visit Russia](#) », *Article*, 27 avril 2022.

⁹¹ KLOMEGAH, Kester Kenn, « [Russian and Mozambican Parliaments Bolster Mutual Cooperation](#) », *Modern Diplomacy*, 2 juin 2022.

⁹² « [Coopération : "La RDC peut compter sur la Russie pour s'approvisionner à tous les matériels nécessaires pour l'armée" \(Victor Tokmakov\)](#) », *Politico*, 6 juillet 2022 ; « [La Russie disposée à équiper les FARDC et de former les officiers congolais](#) », *Digital Congo*, 28 août 2022.

⁹³ « [Congo, Russia ink 5 MoU including Brazzaville's 1,000 km pipeline](#) », *The North Africa Post*, 28 septembre 2022.

⁹⁴ « [Mali signs new security cooperation agreement with Russia](#) », *Ecofin Agency*, 23 novembre 2022.

⁹⁵ « [Russia plans to sign cooperation accords with four African Countries, says official](#) », TASS, 25 octobre 2022.

⁹⁶ « [Le salon d'armement ADD trusté par les fournisseurs turcs, chinois et russes](#) », *Africa Intelligence*, 16 septembre 2022.

⁹⁷ KLOMEGAH, Kester Kenn, « [Russia to Offer Africa More Military Equipment and Support](#) », *Modern Diplomacy*, 20 août 2022.

⁹⁸ Les pays africains ayant participé à l'édition 2022 des *International Army Games* sont : l'Algérie, le Burkina-Faso, le Cameroun, l'Eswatini, la Guinée Conakry, le Mali, le Mozambique, le Congo Brazzaville, le Rwanda, le Soudan et le Zimbabwe.

⁹⁹ « [Mali gets more military equipment from Russia](#) », *AfricaNews*, 10 août 2022.

hélicoptères de transport *Mi-8*¹⁰⁰. Comme mentionné précédemment, l'Algérie aurait également conclu de nouveaux contrats d'armements avec Moscou pour une valeur estimée entre 12 et 17 milliards USD en octobre 2022¹⁰¹. Les contrats porteraient sur des sous-marins, des avions furtifs *Su-57*, des bombardiers *Su-34* et des chasseurs *Su-30*¹⁰². Le pays aurait aussi marqué un intérêt pour l'acquisition de nouveaux systèmes de défense antiaérienne, comme le *S-400*, le *Viking* et l'*Antey-4000*¹⁰³. La base de données du SIPRI mise à jour pour l'année 2022 indique que des transferts auraient aussi eu lieu à destination du Togo, de l'Ouganda et du gouvernement libyen de Fathi Bachagha¹⁰⁴.

Pour autant, il semble exagéré d'affirmer que les États africains se sont trouvés « *pris au piège et [qu'il] ne peuvent que poursuivre leurs relations avec la Russie*¹⁰⁵ ». Si l'Afrique représente un intérêt stratégique pour la Russie, il en est de même pour les pays occidentaux. Ceux-ci ont d'ailleurs entrepris une « contre-offensive » cherchant, eux aussi, de s'attirer les faveurs du continent¹⁰⁶. En d'autres termes, s'il est vrai que le caractère trans- et inter- sectoriel de la présence russe en Afrique a pu placer certains États dans une forme de dépendance structurelle à l'égard de Moscou, il ne faut pas négliger l'agence de ces pays.

2.3. Des États africains qui refusent de s'« aligner » et préservent leurs options

L'« opération militaire spéciale » de la Russie a suscité des réactions contrastées des pays africains qui, issus de la décolonisation, sont attachés au principe du respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale. Lors de la session du Conseil de sécurité des Nations unies organisée le 25 février 2022, les trois représentants du continent — Kenya, Ghana et Gabon — ont voté en faveur du projet de résolution condamnant l'invasion russe de l'Ukraine¹⁰⁷. Lorsqu'une résolution similaire est soumise à l'Assemblée générale le 3 mars 2022, seul un pays africain — l'Érythrée — s'y oppose tandis que 28 votent en faveur, 17 s'abstiennent et huit sont absents. Parmi les États qui ont voté en faveur de la résolution se trouvent de gros clients de la Russie (comme l'Égypte) ainsi que des pays qui avaient signé des accords de coopération avec Moscou quelques années auparavant (le Nigéria, le Tchad, le Gabon et le Botswana, par exemple).

¹⁰⁰ « [Mali gets more warplanes, helicopters from Russia](#) », *AfricaNews*, 20 janvier 2023.

¹⁰¹ KARAM, Souhail, *loc. cit.*

¹⁰² *Ibidem.*

¹⁰³ « [Armaments: Algeria to sign new \\$12bn mega-contract with Moscow](#) », *Africa Intelligence*, 31 octobre 2022.

¹⁰⁴ SIPRI, [SIPRI Arms Transfer Database](#), générée le 14 mai 2023.

¹⁰⁵ BASSOU, Abdelhak, *loc. cit.*, p. 13.

¹⁰⁶ Voir LEIKERT Katja, « [West needs to counter Russia in Africa, but how?](#) », *EUObserver*, 9 août 2022 ; BRZOWSKI, Alexandra et FOX, Benjamin, « [How Europe seeks to battle Russia's charm offensive in Africa](#) », *Euractiv*, 1^{er} mars 2023.

¹⁰⁷ Conseil de sécurité des Nations unies, [S/PV.8979](#), 25 février 2022, p. 7.

Tableau 1. Votes des pays africains à l'Assemblée générale des Nations unies

	mars-22	oct-22	fév-23		mars-22	oct-22	fév-23
Afrique du Sud	a	a	a	Malawi	✓	✓	✓
Algérie	a	a	a	Mali	a	a	✗
Angola	a	✓	a	Maroc	-	✓	✓
Bénin	✓	✓	✓	Madagascar	✓	✓	✓
Botswana	✓	✓	✓	Maurice	✓	✓	✓
Burkina Faso	-	-	-	Mauritanie	✓	✓	✓
Burundi	a	a	a	Mozambique	a	a	a
Cameroun	-	-	-	Namibie	a	a	a
Cap Vert	✓	✓	✓	Niger	✓	✓	✓
Comores	✓	✓	✓	Nigeria	✓	✓	✓
Congo-	a	a	a	Ouganda	a	a	a
Côte d'Ivoire	✓	✓	✓	RCA	a	a	a
Djibouti	✓	-	✓	RDC	✓	✓	✓
Égypte	✓	✓	✓	Rwanda	✓	✓	✓
Érythrée	✗	a	✗	Sao Tomé	✓	-	✓
Eswatini	-	a	-	Sénégal	a	✓	-
Éthiopie	-	a	a	Seychelles	✓	✓	✓
Gabon	✓	✓	a	Sierra Leone	✓	✓	✓
Gambie	✓	✓	✓	Somalie	✓	✓	✓
Ghana	✓	✓	✓	Soudan	a	a	✓
Guinée	-	a	a	Soudan du	a	a	✓
Guinée Bissau	-	✓	-	Tanzanie	a	a	-
Guinée équat.	a	-	-	Tchad	✓	✓	✓
Kenya	✓	✓	✓	Togo	-	a	a
Lesotho	✓	a	✓	Tunisie	✓	✓	✓
Liberia	✓	✓	✓	Zambie	✓	✓	✓
Libye	✓	✓	✓	Zimbabwe	a	a	A

Source : GRIP, 2023, à partir des données de la Bibliothèque numérique des Nations unies

Un an plus tard, les positions n'ont pas vraiment évolué. Le 7 octobre 2022, lors de la session d'urgence de l'Assemblée générale des Nations unies, aucun d'entre eux ne s'est opposé à la résolution condamnant l'annexion de Donetsk, Louhansk, Zaporijia et Kherson¹⁰⁸ — 15 se sont abstenus et 39 ont voté en faveur. De même, lors du dernier vote organisé à l'Assemblée générale au sujet de la situation en Ukraine le 23 février 2023, seuls deux pays issus du continent (l'Érythrée et le Mali) se sont opposés à la résolution, tandis que 31 ont voté en faveur, 15 se sont abstenus et sept étaient absents.

¹⁰⁸ Assemblée générale des Nations unies, [Intégrité territoriale de l'Ukraine : défense des principes consacrés par la Charte des Nations unies](#), A/ES-11/L.5, 7 octobre 2022.

D'un autre côté, ni pays africain ni organisation régionale du continent n'a adopté de sanctions contre Moscou malgré les pressions occidentales en ce sens. De ce fait, la posture de l'Afrique a été décrite comme cherchant à établir une forme de « neutralité ». Selon Olayinka Ajala, professeur de relations internationales à la *Leeds Beckett University* au Royaume-Uni, plusieurs facteurs expliquent cette attitude¹⁰⁹. Il souligne notamment que depuis l'intervention en Libye en 2011 de nombreux pays se méfient de l'OTAN et estiment que l'organisation est en partie responsable du déclenchement de la guerre en Ukraine¹¹⁰. Un autre élément important tient au fait que l'Afrique ne souhaite pas être prise en étau et devenir un terrain de guerre de procréation dans ce qui leur apparaît comme une nouvelle forme de Guerre froide.

Le continent — à l'exception de l'Érythrée et du Mali, d'une part, et du Maroc qui a commencé à donner du matériel militaire à Kiev en décembre 2022¹¹¹, de l'autre, — maintient cette politique de « non-alignement ». Les récentes ventes d'armes et les nouveaux accords de coopération avec Moscou ne doivent pas être interprétés comme le signe d'un ralliement d'une partie des États africains à la Russie. Ces derniers jouent simplement le jeu de la concurrence : ils achètent les armes dont ils estiment avoir besoin à ceux qui sont prêts à les leur vendre aux conditions les plus avantageuses.

Il faut aussi que les armes répondent aux attentes et exigences en termes techniques et qualitatifs. À cet égard, Abdelhak Bassou — chercheur au Centre de politique pour le Nouveau Sud (CPNS) basé à Rabat — et d'autres observateurs, se sont interrogés sur le fait de savoir si les performances discutables de la Russie en Ukraine, ne risquaient pas de pousser les pays africains à réviser leur perception de la puissance militaire russe¹¹². L'échec de l'offensive pourrait, selon eux, motiver les gouvernements du continent à se tourner vers d'autres fournisseurs. Toutefois, au-delà des armes, la façon dont elles sont utilisées est tout aussi (voire plus) importante. En outre, il ne faut pas oublier que les nombreux succès de l'armée ukrainienne ont eux-mêmes été obtenus grâce à du matériel soviétique et russe.

Quoi qu'il en soit, dans ce contexte, l'exercice naval *Mosi II* mené conjointement par les marines russe, chinoise et sud-africaine au large de Durban et de Richards Bay du 17 au 27 février 2023¹¹³, peut être interprété comme une tentative de la part du Kremlin de rassurer ses partenaires. Le déploiement de la frégate *Amiral Gorchkov* équipée de missiles de croisière antinavire

¹⁰⁹ AJALA, Olayinka, « [Russia's war with Ukraine: Five reasons why many African countries choose to be 'neutral'](#) », *The Conversation*, 30 mars 2022.

¹¹⁰ En mars 2022, le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, a ainsi déclaré que bien que son pays ne puisse « tolérer le recours à la force et la violation du droit international », « la guerre aurait pu être évitée si l'OTAN avait tenu compte des avertissements formulés au fil des ans par ses propres dirigeants et fonctionnaires, selon lesquels son expansion vers l'Est entraînerait une instabilité accrue, et non moindre, dans la région ». Propos rapportés dans « [South Africa's Ramaphosa: NATO to blame for Russia's war in Ukraine](#) », *Al Jazeera*, 18 mars 2022. Traduction libre.

¹¹¹ KIRICHENKO, David, « [Morocco Breaks Africa's Neutrality with Arms for Ukraine – Reports](#) », *Centre for European Policy Analysis*, 21 décembre 2022 ; HOLLEIS, Jennifer, « [Tanks to Ukraine mark change in Moroccan foreign policy](#) », *Deutsche Welle*, 26 janvier 2023.

¹¹² BASSOU, Abdelhak, *loc. cit.*, p. 12-13 ; également DALY, Sarah, « [Russia's influence in Africa, a security perspective](#) », *Atlantic Council, Africa Center*, février 2023, p. 12.

¹¹³ « [Joint naval exercise by South Africa, Russia, China kick off in Indian Ocean](#) », *TASS*, 17 février 2023.

hypersoniques *Zircon* (qualifié d'« *imparable* » par Poutine¹¹⁴), en particulier, n'apparaît pas comme un hasard. Il s'agit, en effet, d'une forme de démonstration de puissance. L'Afrique du Sud a fait l'objet de vives critiques à cause de cet exercice. Les justifications qu'elle a fournies illustrent particulièrement bien l'attitude que la majorité du continent entend maintenir au vis-à-vis de la Russie. La ministre sud-africaine de la Défense et des Anciens combattants, Thandi Modise, a insisté sur le fait que l'Afrique du Sud était un État souverain, que le continent ne pouvait pas continuer à être « *utilisé* » et, qu'en l'occurrence, « *cet exercice a profité davantage à la marine sud-africaine [...] qu'à ceux qui ont amené leurs navires ici* ¹¹⁵ ». La ministre a également rappelé que Pretoria avait récemment mené des exercices avec le Royaume-Uni et la France¹¹⁶.

Les pays du continent africain entendent défendre leurs intérêts et ne pas se laisser guider par, ou entraîner dans, une logique de « bloc ». Ils sont prêts, pour la plupart, à coopérer tant avec l'« Ouest » qu'avec l'« Est » à partir du moment où ils considèrent, à tort ou à raison, tirer eux aussi un avantage de cette collaboration. Dans ce contexte, ils continueront à acheter des armes à la Russie dans une optique pragmatique — plutôt que déterminée par des considérations d'ordre politique — tant que celle-ci sera en mesure et aura la volonté de leur en fournir.

¹¹⁴ « [Russia rules out hypersonic missile launch off South Africa](#) », *Deutsche Welle*, 22 février 2023.

¹¹⁵ Citée dans MARTIN, Guy, « [Modise defends Exercise Mosi II with Russia and China](#) », *DefenceWeb*, 16 mars 2023.

¹¹⁶ *Ibidem*.

Conclusion

Après un retour fulgurant sur le marché africain au cours de la période 2008-2012, les exportations de matériel militaire de la Russie ont entamé une phase de repli. Malgré cela, Moscou reste le principal fournisseur d'armes de l'Afrique du Nord comme de l'Afrique subsaharienne. La présente *Note d'analyse* estime que cette position ne sera pas nécessairement remise en cause en raison de la guerre en Ukraine et des sanctions adoptées par les États occidentaux à la suite de l'invasion février 2022. Il ne faut sous-estimer ni la capacité de la Russie et de son industrie militaire à s'adapter à ces sanctions ni l'importance que Moscou donne actuellement au continent africain comme élément central de son projet d'ordre international multipolaire.

Les sanctions ont, en effet, une portée géographique limitée. La Russie a dès lors été en mesure de s'adapter en accélérant la diversification de ses liens commerciaux, mais aussi en mettant en place de vastes plans d'investissement afin d'augmenter la production locale des composants électroniques dont son industrie militaire a besoin. En outre, les ressources que la Russie parvient encore à tirer de l'exploitation des hydrocarbures malgré les mesures de l'UE et G7+2 seront prioritairement affectées à la production d'équipements militaires. Certes, ces équipements auront l'armée russe pour destination première, mais la Russie accorde aussi beaucoup d'importance aux exportations comme moyen pour projeter sa puissance.

C'est dans la poursuite de ces objectifs de puissance, que la Russie a réinvesti l'espace nord-africain depuis la seconde moitié des années 2000, et subsaharien depuis 2014 et l'adoption des premières sanctions occidentales en réaction à l'annexion de la Crimée. Les sanctions de 2022 ont rendu le continent sur lequel le Kremlin compte pour briser son isolement économique et diplomatique, encore plus important. Consciente que sa présence dépend, au moins en partie, de sa capacité à répondre aux demandes sécuritaires des pays africains, Moscou a répété à plusieurs reprises sa disponibilité à leur vendre des armes. Plusieurs contrats semblent ainsi avoir été conclus depuis le début de la guerre en Ukraine. Pour autant, il est important de ne pas interpréter ces ventes comme la preuve d'un quelconque alignement du continent sur les positions de la Russie. Les pays africains entendent maintenir une position de neutralité sur la question ukrainienne et poursuivre leurs intérêts stratégiques en achetant des armes aux pays prêts et capables de les leur offrir à des conditions qu'ils jugent favorables.

En somme, les exportations d'armes de la Russie vers l'Afrique ne semblent pas « vouées » à diminuer.



Fondé à Bruxelles en 1979, le GRIP (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité) s'est développé dans le contexte particulier de la Guerre froide, ses premiers travaux portant sur les rapports de forces Est-Ouest. Durant les années 1980, le GRIP s'est surtout fait connaître par ses analyses et dossiers d'information concernant la course aux armements, ses mécanismes et ses enjeux. Après la chute du mur de Berlin en 1989, prenant acte du nouvel environnement géostratégique, le GRIP a orienté ses travaux sur les questions de sécurité au sens large et a acquis une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, réglementations et contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques. En éclairant citoyens et décideurs sur des problèmes complexes, le GRIP entend contribuer à la diminution des tensions internationales et tendre vers un monde moins armé et plus sûr. Plus précisément, l'objectif du GRIP est de travailler en faveur de la prévention des conflits, du désarmement et de l'amélioration de la maîtrise des armements.

5 BONNES RAISONS DE SOUTENIR LE GRIP

Le GRIP a pour mission d'étudier les conflits et les conditions de la paix. Il le fait dans l'optique de donner aux citoyens, à la société civile et aux élus accès à des analyses indépendantes permettant aux décideurs comme au grand public de renforcer leurs capacités critiques face à des enjeux complexes où s'entremêlent des intérêts politiques et économiques et des conceptions normatives et éthiques parfois contradictoires. En faisant un don au GRIP, vous participez au renforcement de ses moyens et œuvrez à :

- Développer une recherche indépendante sur la paix ;
- Consolider les capacités en tant que force de proposition auprès des décideurs politiques ;
- Garantir l'accès en langue française à une recherche rigoureuse et accessible au public ;
- Former une relève à qui il incombera de relever les défis de demain ;
- Préserver l'activité *Édition* du GRIP qui permet de mettre de l'avant les combats des acteurs au service de la paix, qu'ils soient journalistes, médecins ou militants des droits de la personne.

Le GRIP ne saurait accomplir efficacement sa mission d'information et de sensibilisation du public sans le soutien de donateurs motivés par la défense de la paix comme bien commun. En soutenant le GRIP, vous contribuez au renforcement d'une recherche indépendante et de qualité au service de la société civile sur de nombreux sujets sensibles relatifs aux droits humains, aux libertés fondamentales ou encore à la sécurité des personnes. Vous permettez aussi aux chercheurs du GRIP de s'investir dans la formation d'une relève étudiante, en fournissant un encadrement propice à la transmission des savoirs et des compétences nécessaires à l'analyse critique des enjeux de société.

Rejoignez-nous sur grip.org.

GROUPE DE RECHERCHE ET D'INFORMATION SUR LA PAIX

7-8 avenue des Arts
B-1210 Bruxelles
Tél. : +32 (0) 473 982 820
Site Internet : grip.org